

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/L-inusable-diviser-pour-regner-La-Bolivie-va-vers-l-implosion-un-peu-plus-chaque-jour>

# **L'inusable "diviser pour régner" : La Bolivie va vers l'implosion un peu plus chaque jour.**

- Les Cousins - Bolivie -  
Date de mise en ligne : mercredi 26 janvier 2005

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

El Correo, 26 janvier 2005

Alors que la pleine tension sociale est forte, avec des manifestations face à la hausse des prix du carburants, on assiste en Bolivie à une montée des revendications autonomistes de la capitale économique Santa Cruz (est). Le Comité Pro Santa Cruz regroupant chefs d'entreprises, syndicalistes et intellectuels favorables à l'autonomie a relancé une demande d'autonomie vis-à-vis du gouvernement de La Paz. Les manifestations contre la hausse de 23% du diesel et de 10% de l'essence ont touché la totalité du pays andin, entraînant la fermeture des aéroports.

Le Comité Pro Santa Cruz veut convoquer pour vendredi une assemblée municipale ouverte à tous pour étudier la mise en place d'un "gouvernement provisoire autonome". Même démarche à Tarija, autre province pétrolière et gazière, s'est aussi déclarée prête à proclamer son autonomie. Le chef d'entreprise Ruben Costas qui dirige le Comité Pro Santa Cruz rejette tout séparatisme mais n'écarte pas la possibilité d'un referendum local sur l'autonomie. Santa Cruz et Tarija possèdent 85% des hydrocarbures de la Bolivie (9 millions d'habitants).

Le président Carlos Mesa a déclaré que "les aspirations autonomistes" étaient "légitimes". Il exige que le débat se déroule lors de l'Assemblée Constituante prévue au deuxième semestre de 2005.

Contre ses tentatives d'autonomie de Santa Cruz et Tarija, des comités civiques à majorité indigène se sont formés dans la capitale La Paz et dans plusieurs villes du pays en faveur de l'intégrité territoriale du pays.

Pour les organisations indigènes, cette demande d'autonomie est le fruit d'un "complot pervers" des entreprise pétrolières étrangères et des grands propriétaires. Le gouvernement doit adopter prochainement une loi prévoyant la nationalisation du secteur des hydrocarbures et l'annulation des contrats des 27 sociétés étrangères qui exploitent les gisements depuis la privatisation de 1997.